

On jetait les yeux sur certains journaux et on y voyait le cultivateur quittant sa terre pour traverser la frontière et chercher ailleurs le pain qu'on prétendait lui être refusé ici. On y voyait d'immenses armées de travailleurs, la misère affichée sur leurs habits et leur figure, cherchant du travail et n'en trouvant pas. On y voyait le chef d'industrie debout au seuil de son usine et congédiant tout son personnel parce que, disait-il, le gouvernement ne le protégeait pas. Oui, je les ai vues, et vous les avez vues comme moi, ces affiches portant de l'Est à l'Ouest le souffle du pessimisme, décourageant ceux qui demeuraient au pays, arrêtant au seuil de la patrie ceux qui voulaient y revenir. Vous les avez vues et je les ai vues, ces annonces destinées à remplir la population de terreur et d'épouvante, afin de l'inviter à renverser le Gouvernement. Qu'est-il arrivé? On a pu capter ainsi un certain nombre de votes, mais on n'a pas réussi à renverser le Gouvernement à qui il appartenait, quelques mois plus tard, non pas de lancer une campagne de terreur et de pessimisme, mais de lancer à la population entière ce cri vibrant qu'elle a applaudi magnifiquement: "Espérez!... La prospérité revient, malgré ce qu'on a pu dire. Vos épaules étaient meurtries par de lourds fardeaux que nous ne vous avions pas imposés; aujourd'hui nous enlevons ces fardeaux, nous vous soulageons de 25 millions d'impôts, afin que vous puissiez vivre plus librement."

La liberté avait été enlevée au peuple, le gouvernement libéral la lui a redonnée. Le pays s'engage dans une ère de prospérité, et c'est la gloire du gouvernement libéral d'avoir su, à travers mille difficultés, le mettre en marche vers ses hautes destinées.

M. C. J. HAMILTON (Stormont): Puisque la concision est le propre de l'homme d'esprit et qu'à traîner en longueur on perd son temps, j'ai décidé de discuter très brièvement le budget qui nous a été présenté. C'est la première fois que je prends la parole dans cette enceinte et quoique ayant dépassé la moyenne de l'existence humaine, je n'avais jamais fait partie d'une assemblée parlementaire avant de venir ici. Au début de la session, le ministre de la Justice (M. Lapointe) alors qu'il remplaçait le premier ministre, a adressé de très encourageantes remarques aux nouveaux députés, disant que tous les membres de la Chambre étaient sur un pied d'égalité et devaient, par conséquent, s'intéresser aux affaires du Parlement et du pays. C'est ce qui m'encourage à prendre la parole ce soir, pour montrer pourquoi je défends, de ce côté-ci de la Chambre, la doctrine protectionniste.

Il y a peu de membres de la Chambre qui puissent se rappeler l'origine du tarif de pro-

tection énoncé par le très honorable sir John A. Macdonald. En 1873, le gouvernement de sir John A. Macdonald avait le pouvoir et, comme les plus vieux d'entre nous se le rappellent, c'est sous ce ministère que fut entreprise la construction du chemin de fer Pacifique-Canadien. Pendant que se poursuivaient les travaux préparatoires à cette gigantesque entreprise, une dépêche fut interceptée dans sa course à travers le pays, et lorsque l'on en saisit la Chambre, le ministre Macdonald dut démissionner. L'honorable Alexander Mackenzie prit la direction des affaires en novembre 1873, après avoir formé un ministère composé des hommes les plus habiles du pays. Il resta au pouvoir jusqu'en 1874, alors qu'il en appela au peuple, et après un succès sur toute la ligne, il revint en Chambre avec une majorité écrasante, tandis que du côté de l'opposition, sir John Macdonald voyait le nombre de ses partisans sensiblement amoindri. Chose curieuse, la situation au pays, dans le domaine financier, dans celui de l'industrie et ailleurs, alla s'aggravant, et tout le Canada entra dans une période de fléchissement prononcé. Presque toutes les fabriques du pays cessèrent de fonctionner et cet état de choses se continua jusqu'en 1876 ou 1877, alors que la situation prit les proportions d'une véritable crise. Aux nombreuses députations qui se présentaient à la Chambre, on répondait que les gouvernements ne pouvaient intervenir en rien dans les questions d'ordre économique et que pour cette raison, le ministère de l'époque ne pouvait leur venir en aide. On prétendit que, les gouvernements ne constituant qu'un simple rouage administratif, ils ne pouvaient remédier à cet état de choses. Dans l'intervalle, la situation par tout le pays s'aggrava tellement, que, ainsi que j'en eu connaissance moi-même, à Toronto et dans d'autres villes d'Ontario,—je ne saurais dire s'il en était ainsi dans les autres provinces,—on ne comptait plus les gens qui faisaient queue aux bureaux de secours pour quémander un peu de pain et un bol de soupe. Il ne s'agit pas de simples racontars de journaux, mais de choses dont j'ai été témoin moi-même, car à cette époque je suivais les cours de l'université de Toronto et je parle en connaissance de cause. L'honorable député d'York-Sud, qui était un de mes confrères d'université, à cette même époque, corrobora mon dire. Des députations se présentèrent à sir John Macdonald et lui demandèrent s'il ne pouvait pas faire quelque chose pour soulager la misère qui régnait. Sir John A. Macdonald inaugura alors la Politique dite nationale, et à ce sujet il disait: